

**Loi n° 2019-13**  
**portant loi de finances rectificative**  
**pour l'année 2019**

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du dimanche 30 juin 2019;  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article premier. - Contenu de la première partie de la loi de finances rectificative**

Les dispositions de l'article 2 alinéas II, III, IV et V et des articles 3 et 4 de la loi n° 2018-29 du 19 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

**TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES**

**Article 2 modifié. - Autorisation de perception et évaluation des ressources publiques**

« II- Les ressources internes du Budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative pour l'année 2019, à la somme de **2 652.820.000.000 FCFA** conformément à l'annexe I de la présente loi.

III- Les ressources externes du Budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative pour l'année 2019, à la somme de **1 199.860.000.000 FCFA** conformément à l'annexe I de la présente loi.

IV- Les ressources des comptes spéciaux du Trésor sont évaluées à **135.950.000.000 FCFA** conformément à l'annexe I de la présente loi.

V- Les ressources totales de la loi de finances rectificative pour l'année 2019 sont ainsi prévues à **3 988.630.000.000 FCFA.** »

**Article 3 modifié. - Evaluation des charges**

« Les charges du Budget général sont évaluées dans la présente loi de finances rectificative pour l'année 2019, à la somme de **3 852.680.000.000 FCFA** et celles des comptes spéciaux du Trésor à **135.950.000.000 FCFA** conformément aux annexes II et III de la présente loi. »

**TITRE II.- DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

**Article 4 modifié. - Equilibre général du Budget**

« I- Pour la présente loi de finances rectificative pour l'année 2019, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les charges arrêtées aux annexes II et III ainsi que l'équilibre qui en résulte, sont présentées dans le tableau ci-après dénommé « tableau d'équilibre » :

**DEUXIEME PARTIE :**

**MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

**« I – Il est ouvert dans la présente loi de finances rectificative pour l'année 2019, au titre des dépenses d'investissement sur ressources internes, les crédits de paiement d'un montant de 693 317 535 947 FCFA ainsi répartis :**

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	72 348 528 029
- Titre 6: Transfert en capital	620 969 007 918
	693 317 535 947

**« II – Il est ouvert dans la présente loi de finances rectificative pour l'année 2019, au titre des dépenses d'investissement sur ressources externes, les crédits de paiement d'un montant de 640 860 000 041 FCFA ainsi répartis :**

Subventions	240 000 000 000
Emprunts	400 860 000 041
	640 860 000 041

## **B – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

### **B-1 COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE**

#### **ARTICLE 9 MODIFIE : Evaluation des charges des comptes d'affectation spéciale**

**« I – Les charges des comptes d'affectation spéciale de la loi de finances rectificative pour 2019 sont évaluées à 113.750.000.000 et réparties ainsi qu'il suit :**

- **La Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux industries annexes : 1.300.000.000 FCFA ;**
- **Le Fonds national de Retraites : 111.750.000.000 FCFA.**

**IV- Est allouée une subvention budgétaire au profit du Fonds national de Retraites.**

**V- Sont autorisés la révision des pensions de retraite des policiers radiés dans le compte « Fonds national de Retraite » et le paiement de la liquidation de la période d'inactivité.**

**« Article 31.-**

**8). -**

**Les entreprises titulaires de titres miniers ou d'hydrocarbures au Sénégal sont tenues de fournir, dans le délai fixé à l'article 30, la liste de leurs sous-traitants, leurs adresses et le montant et la nature des opérations réalisées avec chacun d'eux au cours de l'année civile précédente. »**

**« Article 329.-**

**3)**

**Ne sont également pas pris en compte dans le calcul de la valeur locative des entreprises titulaires d'une autorisation d'exploitation d'hydrocarbures, les unités d'extraction, de liquéfaction, les puits, les installations et le matériel d'exploitation situés en mer utilisés pour le développement et l'exploitation conjoints de champs d'hydrocarbures régis par un accord entre le Sénégal et un autre Etat. »**

**« Article 337.**

**9) En lieu et place de la contribution sur la valeur ajoutée, les entreprises titulaires d'une autorisation d'exploitation d'hydrocarbures sont soumises, pour la part résultant de l'exploitation conjointe de champs d'hydrocarbures régis par un accord entre le Sénégal et un autre Etat, à une contribution égale à 0,02% de leur chiffre d'affaires annuel. »**

**« Article 464.-**

**B.**

**• 15° Les cessions de titres sociaux émis par des entreprises situées au Sénégal ou à l'étranger et détenant, directement ou indirectement, des intérêts sur des droits afférents à des titres miniers ou d'hydrocarbures au Sénégal sont soumises aux droits de mutation dans les mêmes conditions que les cessions des droits portant sur des titres miniers ou d'hydrocarbures. »**

**« Article 466.-**

**23° Les acquisitions et les échanges faits par l'autorité chargée de l'administration et de la supervision du waqf, ainsi que les actes de constitutions de waqf public et de waqf d'intérêt public qui bénéficient d'une reconnaissance d'utilité publique. »**

**« Article 679.-**

**4° quiconque, en vue de bénéficier, d'un remboursement d'impôts de quelque nature que ce soit, produit de faux documents ou procède à toute autre manœuvre frauduleuse ;**

*investissements doivent avoir pour objet la création ou l'extension d'établissements dans les secteurs d'activités suivants :*

- *agriculture, pêche, élevage et activités de stockage de produits d'origine végétale, animale ou halieutique ;*
- *activités manufacturières de production ou de transformation ;*
- *activités de transformation de substances minérales ou pétrolières ;*
- *tourisme, aménagements et industries touristiques, hôtellerie, parcs industriels, éducation, santé, télé-services, montage et maintenance d'équipements industriels, transports, réalisation d'infrastructures portuaires, aéroportuaires, ferroviaires.*

*Dans tous les cas, les opérations minières telles que définies au Code minier et les opérations pétrolières telles que définies au Code pétrolier ainsi que les reventes en l'état sont exclues du bénéfice des dispositions de l'article 249. »*

*« Article 472.-*

*II.*

*6. les mutations de propriété ou de jouissance de droits rattachés aux titres miniers visés au point 13°) du B du I de l'article 464 ;*

*V.*

*8. les cessions d'actions et de parts sociales des sociétés ainsi que les cessions d'obligations ; »*

*« Article 556.-*

- 2) La plus-value acquise par les terrains bâtis ou non bâtis et les droits relatifs aux mêmes immeubles est soumise, en cas de cession desdits immeubles ou droits, à une taxe dite "taxe de plus-value immobilière".*

*Sont assimilés à des biens immeubles, les droits relatifs aux titres miniers ou d'hydrocarbures visés au point 13°) du B du I de l'article 464. »*

*« Article 589.-*

*Les opérations matérielles de vérification de comptabilité des entreprises dont le montant du chiffre d'affaires ou des dépenses engagées est inférieur à 1.000.000.000 FCFA HT, pour chacune des années de la période vérifiée, ne peuvent pas s'étendre sur une période supérieure à quatre mois, à compter du jour de la première intervention sur place tel qu'indiqué dans l'avis de vérification.*

*»*

**Article 67.-** Les dispositions du I de l'article 4, du 7 et du 8 de l'article 5, du I-1. de l'article 8, des articles 77 et 264, du 4° de l'article 285, de l'article 286, du 6°

**« Article 77.-**

**Les contribuables ayant opté pour leur assujettissement à la contribution globale foncière conformément aux dispositions de l'article 75 du présent code peuvent renoncer à cette option, après une période de trois ans au moins, pour être soumis au régime du réel dans les conditions de droit commun.**

**Le changement de régime court à compter du 1er janvier de l'année de l'option et porte sur tous les impôts et taxes visés à l'article 74. »**

**« Article 264.- Exonération temporaire des entreprises minières et pétrolières**

- 4. Pendant les phases de prospection et de recherche, les entreprises titulaires d'une autorisation de prospection ou d'exploration d'hydrocarbures ou d'un permis de recherche de substances minérales sont exonérées de la contribution forfaitaire à la charge de l'employeur.**
- 5. Cette exonération s'étend à la phase de réalisation des investissements ou de développement sans pouvoir dépasser les durées prévues par les textes régissant les secteurs concernés.**
- 6. Les entreprises titulaires de concessions minières sont, pendant la phase d'exploitation, exonérées de la contribution forfaitaire à la charge de l'employeur pendant une période de trois (3) ans à compter de la date de première production. »**

**« Article 285.-**

**4° les édifices servant à l'exercice public des cultes ainsi que les immeubles constitués en waqf et gérés par l'autorité chargée de l'administration et de la supervision du waqf ; »**

**« Article 286.- Exemption temporaire des entreprises minières et pétrolières**

- 4. Les entreprises titulaires de permis de recherche de substances minérales, d'une autorisation de prospection ou d'exploration d'hydrocarbures sont, pendant toute la durée de validité desdits permis de recherche ou autorisations et de leurs renouvellements, dans le cadre strict de ses opérations de recherche, exonérées de la contribution foncière des propriétés bâties. L'exonération ne s'applique pas aux immeubles d'habitation.**

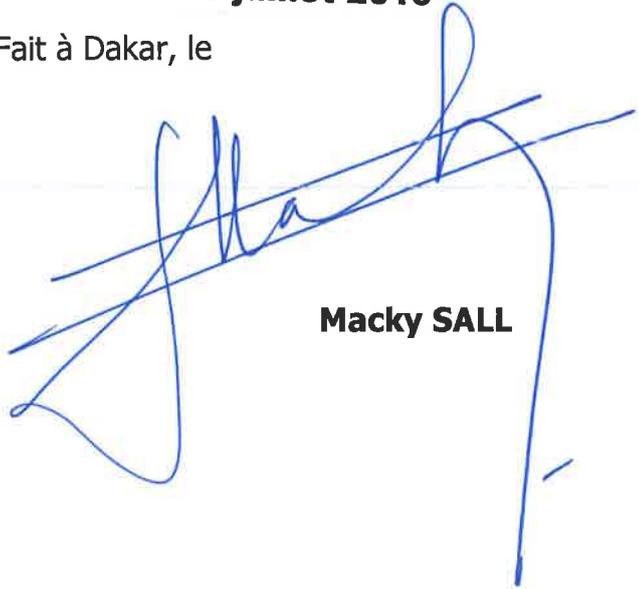
**« Article 444 ter. -**

Le tarif de la taxe est fixé à **300 F** par kilogramme de sachets en plastique ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

**08 juillet 2019**

Fait à Dakar, le

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Macky SALL', is written over a horizontal line. The signature is stylized and somewhat cursive.

**Macky SALL**

## **ANNEXES**

---

## ANNEXE I : PREVISIONS DE RESSOURCES

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2019	LFR 2019	ECARTS LFI 2019/LFR 2019	TAUX ECART
071- RECETTES FISCALES	2 534 000 000	2 434 000 000	-100 000 000	-3,95%
072- RECETTES NON FISCALES	123 440 000	123 440 000	0	0,00%
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (hors FSE)</b>	<b>2 657 440 000</b>	<b>2 557 440 000</b>	<b>-100 000 000</b>	<b>-3,76%</b>
074 - DONS PROGRAMMES	44 170 000	31 400 000	-12 770 000	-28,91%
076- RECETTES EXCEPTIONNELLES	60 980 000	60 980 000	0	0,00%
729- REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	3 000 000	3 000 000	-	-
<b>TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71, 72, 74, 76, 29, 14, 16, 17)</b>	<b>2 765 590 000</b>	<b>2 652 820 000</b>	<b>-112 770 000</b>	<b>-4,08%</b>
012 - DONS PROJETS ET LEGS	240 000 000	240 000 000	0	0,00%
ARTICLE 015 - TIRAGE SUR EMPRUNTS PROJETS	550 860 000	400 860 000	-150 000 000	-27,23%
017 -AUTRES EMPRUNTS	381 170 000	559 000 000	177 830 000	46,65%
<b>TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12 et 15)</b>	<b>1 172 030 000</b>	<b>1 199 860 000</b>	<b>27 830 000</b>	<b>2,37%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>3 937 620 000</b>	<b>3 852 680 000</b>	<b>-84 940 000</b>	<b>-2,16%</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>134 150 000</b>	<b>135 950 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1,34%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (BG+CST)</b>	<b>4 071 770 000</b>	<b>3 988 630 000</b>	<b>-83 140 000</b>	<b>-2,04%</b>

## ANNEXE III : RECAPITULATION PAR INSTITUTION ET MINISTERE ET PAR TITRE

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2019						
POUVOIRS PUBLICS OU MINISTERES	CREDITS OUVERTS EN LFI 2019	REEVALUATION DES CREDITS	CREDITS NOUVEAUX	TOTAL	ECARTS	
					Valeur absolue	%
<b>10 - Dette Publique</b>						
Dette Publique	863 170 000 000	863 170 000 000	-	863 170 000 000	-	0,00%
<b>TOTAL GENERAL SECTION 10</b>	<b>863 170 000 000</b>	<b>863 170 000 000</b>	<b>-</b>	<b>863 170 000 000</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
<b>21 - Présidence de la République</b>						
Titre 2-Dépenses de personnel	10 299 423 000	10 261 276 000	-	10 261 276 000	- 30 147 000	0,17%
Titre 3 Dépenses de fonctionnement	9 657 347 636	9 702 342 636	-	9 702 342 636	50 000 000	0,52%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	25 723 277 000	37 358 277 000	500 000 000	37 858 277 000	12 135 000 000	47,18%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>45 675 042 636</b>	<b>57 321 895 636</b>	<b>500 000 000</b>	<b>57 821 895 636</b>	<b>12 146 853 000</b>	<b>26,59%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	5 355 029 877	2 050 000 000	-	2 050 000 000	- 3 305 029 877	-61,72%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	34 681 060 000	28 068 926 948	2 000 000 000	30 068 926 948	- 4 612 133 052	-13,30%
<b>Total Investissement</b>	<b>40 036 089 877</b>	<b>30 118 926 948</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>32 118 926 948</b>	<b>- 7 917 162 929</b>	<b>-19,78%</b>
Titre 7-Comptes Spéciaux du Trésor	500 000 000	500 000 000	-	500 000 000	-	0,00%
<b>TOTAL GENERAL SECTION 21</b>	<b>86 211 132 513</b>	<b>87 940 822 584</b>	<b>2 500 000 000</b>	<b>90 440 822 584</b>	<b>4 229 690 071</b>	<b>4,91%</b>
<b>22 - Assemblée Nationale</b>						
Titre 4- Dépenses de transferts courants	14 074 506 000	14 317 506 000	610 000 000	14 927 506 000	853 000 000	6,06%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>14 074 506 000</b>	<b>14 317 506 000</b>	<b>610 000 000</b>	<b>14 927 506 000</b>	<b>853 000 000</b>	<b>6,06%</b>
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	2 725 551 759	2 725 551 759	905 000 000	3 630 551 759	905 000 000	33,20%
<b>Total Investissement</b>	<b>2 725 551 759</b>	<b>2 725 551 759</b>	<b>905 000 000</b>	<b>3 630 551 759</b>	<b>905 000 000</b>	<b>33,20%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 22</b>	<b>16 800 057 759</b>	<b>17 043 057 759</b>	<b>1 515 000 000</b>	<b>18 558 057 759</b>	<b>1 758 000 000</b>	<b>10,46%</b>
<b>24 - Conseil Economique, Social et Environnemental</b>						
Conseil Economique, Social et Environnemental						
Titre 2-Dépenses de personnel	25 503 000	25 503 000	-	25 503 000	-	0,00%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	6 202 087 000	6 202 087 000	-	6 202 087 000	-	0,00%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>6 227 590 000</b>	<b>6 227 590 000</b>	<b>-</b>	<b>6 227 590 000</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 24</b>	<b>6 227 590 000</b>	<b>6 227 590 000</b>	<b>-</b>	<b>6 227 590 000</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
<b>25- Conseil Constitutionnel</b>						
Titre 4- Dépenses de transferts courants	1 147 000 000	950 000 000	-	950 000 000	- 197 000 000	-17,18%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>1 147 000 000</b>	<b>950 000 000</b>	<b>-</b>	<b>950 000 000</b>	<b>- 197 000 000</b>	<b>-17,18%</b>
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	100 000 000	-	-	-	+ 100 000 000	100,00 %
<b>Total Investissement</b>	<b>100 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>+ 100 000 000</b>	<b>100,00 %</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 24</b>	<b>1 247 000 000</b>	<b>950 000 000</b>	<b>-</b>	<b>950 000 000</b>	<b>+ 297 000 000</b>	<b>- 23,82%</b>
<b>27 - Cour Suprême</b>						
Titre 2-Dépenses de personnel	1 108 058 000	1 108 058 000	-	1 108 058 000	-	0,00%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	771 063 000	771 063 000	-	771 063 000	-	0,00%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>1 879 121 000</b>	<b>1 879 121 000</b>	<b>-</b>	<b>1 879 121 000</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	75 000 000	75 000 000	96 383 000	171 383 000	96 383 000	128,51 %
<b>Total Investissement</b>	<b>75 000 000</b>	<b>75 000 000</b>	<b>96 383 000</b>	<b>171 383 000</b>	<b>96 383 000</b>	<b>128,51 %</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 27</b>	<b>1 954 121 000</b>	<b>1 954 121 000</b>	<b>96 383 000</b>	<b>2 050 504 000</b>	<b>96 383 000</b>	<b>4,93%</b>
<b>28 - Cour des Comptes</b>						

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2019						
BOUWIBS PUBLICS OU MINISTERES	CREDITS OUVERTS EN LFI 2019	REEVALUATION DES CREDITS	CREDITS NOUVEAUX	TOTAL	ECARTS	
					Valeur absolue	%
Titre 2-Dépenses de personnel	55 369 429 200	55 369 429 200	-	55 369 429 200	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	17 634 114 520	17 468 232 448	-	17 468 232 448	- 165 882 072	-0,94%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	16 049 333 810	17 049 333 810	599 000 000	17 648 333 810	1 599 000 000	9,96%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>89 052 877 530</b>	<b>89 886 995 458</b>	<b>599 000 000</b>	<b>90 485 995 458</b>	<b>1 433 117 928</b>	<b>1,61%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	14 185 500 092	7 810 500 092	100 000 000	7 910 500 092	- 6 275 000 000	-44,24%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	21 680 540 000	15 847 540 000	1 500 000 000	17 347 540 000	- 4 333 000 000	-19,99%
<b>Total Investissement</b>	<b>35 866 040 092</b>	<b>23 658 040 092</b>	<b>1 600 000 000</b>	<b>25 258 040 092</b>	<b>- 10 608 000 000</b>	<b>-29,58%</b>
Titre 7-Comptes Spéciaux du Trésor	200 000 000	200 000 000	-	200 000 000	-	0,00%
<b>TOTAL GENERAL SECTION 33</b>	<b>126 118 817 622</b>	<b>113 745 095 550</b>	<b>7 199 000 000</b>	<b>115 944 035 550</b>	<b>- 9 174 882 072</b>	<b>-7,33%</b>
<b>31 - Ministère de la Justice</b>						
Ministère de la Justice	41 191 255 944	42 253 223 837	850 000 000	43 103 223 837	1 911 967 893	4,64%
Titre 2-Dépenses de personnel	22 208 071 824	22 227 899 864	-	22 227 899 864	19 828 040	0,09%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	8 203 422 120	8 476 969 875	350 000 000	8 826 969 875	623 547 755	7,60%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	2 629 762 000	3 262 060 549	-	3 262 060 549	632 298 549	24,04%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>33 041 255 944</b>	<b>33 966 930 288</b>	<b>350 000 000</b>	<b>34 316 930 288</b>	<b>1 275 674 344</b>	<b>3,86%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	7 000 000 000	7 336 293 549	500 000 000	7 836 293 549	836 293 549	11,95%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	1 150 000 000	950 000 000	-	950 000 000	- 200 000 000	-17,39%
<b>Total Investissement</b>	<b>8 150 000 000</b>	<b>8 286 293 549</b>	<b>500 000 000</b>	<b>8 786 293 549</b>	<b>636 293 549</b>	<b>7,81%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 34</b>	<b>41 191 255 944</b>	<b>42 253 223 837</b>	<b>850 000 000</b>	<b>43 103 223 837</b>	<b>1 911 967 893</b>	<b>4,64%</b>
<b>35 - Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public</b>						
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	3 358 173 425	3 358 173 425	300 000 000	3 658 173 425	300 000 000	8,93%
Titre 2-Dépenses de personnel	1 318 809 000	1 318 809 000	-	1 318 809 000	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	1 504 364 425	1 504 364 425	-	1 504 364 425	-	0,00%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	35 000 000	35 000 000	50 000 000	85 000 000	50 000 000	142,86 %
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>2 858 173 425</b>	<b>2 858 173 425</b>	<b>50 000 000</b>	<b>2 908 173 425</b>	<b>50 000 000</b>	<b>1,75%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	500 000 000	250 000 000	-	250 000 000	- 250 000 000	-50,00%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	-	250 000 000	250 000 000	500 000 000	500 000 000	-
<b>Total Investissement</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>750 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>50,00%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 35</b>	<b>3 358 173 425</b>	<b>3 358 173 425</b>	<b>300 000 000</b>	<b>3 658 173 425</b>	<b>300 000 000</b>	<b>8,93%</b>
<b>36 - Ministère de l'Emploi, de l'insertion Professionnelle et de l'intensification de la Main d'oeuvre</b>						
Ministère de l'Emploi, de l'insertion Professionnelle et de l'intensification de la Main d'oeuvre	15 824 373 420	1 495 485 641	-	1 495 485 641	- 14 328 887 779	-90,55%
Titre 2-Dépenses de personnel	203 901 564	28 300 680	-	28 300 680	- 175 600 884	-86,12%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	509 264 000	73 526 955	-	73 526 955	- 435 737 045	-85,56%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	1 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	- 500 000 000	-50,00%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>1 713 165 564</b>	<b>601 827 635</b>	<b>-</b>	<b>601 827 635</b>	<b>- 1 111 337 929</b>	<b>-64,87%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	9 106 660 563	49 658 006	-	49 658 006	- 9 057 002 557	-99,45%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	5 004 547 293	844 000 000	-	844 000 000	- 4 160 547 293	-83,14%
<b>Total Investissement</b>	<b>14 111 207 856</b>	<b>893 658 006</b>	<b>-</b>	<b>893 658 006</b>	<b>- 13 217 549 850</b>	<b>-93,67%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 36</b>	<b>15 824 373 420</b>	<b>1 495 485 641</b>	<b>-</b>	<b>1 495 485 641</b>	<b>- 14 328 887 779</b>	<b>-90,55%</b>
<b>37 - Ministère du travail, du dialogue sociale et des relations avec les Institutions</b>						
Ministère du travail, du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	3 304 335 780	3 274 335 780	-	3 274 335 780	- 30 000 000	-0,91%
Titre 2-Dépenses de personnel	913 967 780	913 967 780	-	913 967 780	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	1 103 170 000	1 073 170 000	-	1 073 170 000	- 30 000 000	-2,72%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	996 600 000	996 600 000	-	996 600 000	-	0,00%

## LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2019

POUVOIRS PUBLICS DU MINISTERES	CREDITS OUVERTS EN ET 2019	REEVALUATION DES CREDITS	CREDITS NOUVEAUX	TOTAL	ECARTS	
					en valeur absolue	%
Ministère des Finances et du Budget	245 274 363 495	261 508 985 467	1 046 350 000	262 555 335 467	17 280 971 972	7,05%
Titre 2-Dépenses de personnel	21 745 006 552	20 954 137 859	-	20 954 137 859	- 790 868 693	-3,64%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	11 105 112 006	12 019 215 721	196 350 000	12 215 565 721	1 110 453 715	10,00%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	9 716 926 425	29 013 120 962	50 000 000	29 063 120 962	19 346 194 537	199,10%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>42 567 044 983</b>	<b>61 986 474 542</b>	<b>246 350 000</b>	<b>62 232 824 542</b>	<b>19 665 779 559</b>	<b>46,20%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	13 349 097 439	12 063 949 453	350 000 000	12 413 949 453	- 935 147 986	-7,01%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	57 058 221 073	53 658 561 472	450 000 000	54 108 561 472	- 2 949 659 601	-5,17%
<b>Total Investissement</b>	<b>70 407 318 512</b>	<b>65 722 510 925</b>	<b>800 000 000</b>	<b>66 522 510 925</b>	<b>- 3 884 807 587</b>	<b>-5,52%</b>
Titre 7-Comptes Spéciaux du Trésor	132 300 000 000	133 800 000 000	-	133 800 000 000	1 500 000 000	1,13%
<b>TOTAL GENERAL SECTION 43</b>	<b>245 274 363 495</b>	<b>261 508 985 467</b>	<b>1 046 350 000</b>	<b>262 555 335 467</b>	<b>17 280 971 972</b>	<b>7,05%</b>
<b>44 - Ministère du Pétrole et des Energies</b>						
Ministère du Pétrole et des Energies	142 113 003 199	104 051 503 199	18 700 000 000	122 751 503 199	- 19 361 500 000	-13,62%
Titre 2-Dépenses de personnel	337 336 980	337 336 980	-	337 336 980	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	481 619 904	481 619 904	-	481 619 904	-	0,00%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	33 788 919 280	11 313 919 280	50 000 000	11 363 919 280	- 22 425 000 000	-66,37%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>34 607 876 164</b>	<b>12 132 876 164</b>	<b>50 000 000</b>	<b>12 182 876 164</b>	<b>- 22 425 000 000</b>	<b>-64,80%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	94 777 127 035	83 137 127 035	-	83 137 127 035	- 11 640 000 000	-12,28%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	12 728 000 000	8 781 500 000	18 650 000 000	27 431 500 000	14 703 500 000	115,52%
<b>Total Investissement</b>	<b>107 505 127 035</b>	<b>91 918 627 035</b>	<b>18 650 000 000</b>	<b>110 568 627 035</b>	<b>3 063 500 000</b>	<b>2,85%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 44</b>	<b>142 113 003 199</b>	<b>104 051 503 199</b>	<b>18 700 000 000</b>	<b>122 751 503 199</b>	<b>- 19 361 500 000</b>	<b>-13,62%</b>
<b>45 - Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises</b>						
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	9 790 558 442	9 727 058 442	100 000 000	9 827 058 442	36 500 000	0,37%
Titre 2-Dépenses de personnel	1 535 216 706	1 535 216 706	-	1 535 216 706	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	345 774 160	345 774 160	-	345 774 160	-	0,00%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	3 257 628 000	3 257 628 000	-	3 257 628 000	-	0,00%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>5 138 618 866</b>	<b>5 138 618 866</b>	<b>-</b>	<b>5 138 618 866</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	4 173 239 576	4 172 239 576	-	4 172 239 576	- 1 000 000	-0,02%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	478 700 000	416 200 000	100 000 000	516 200 000	37 500 000	7,83%
<b>Total Investissement</b>	<b>4 651 939 576</b>	<b>4 588 439 576</b>	<b>100 000 000</b>	<b>4 688 439 576</b>	<b>36 500 000</b>	<b>0,78%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 45</b>	<b>9 790 558 442</b>	<b>9 727 058 442</b>	<b>100 000 000</b>	<b>9 827 058 442</b>	<b>36 500 000</b>	<b>0,37%</b>
<b>46 - Ministère de l'Urbanisme, du logement et de l'hygiène publique</b>						
Ministère de l'Urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	69 580 717 528	57 625 151 225	98 000 000	57 723 151 225	- 11 857 566 303	-17,04%
Titre 2-Dépenses de personnel	1 221 591 948	1 221 591 948	-	1 221 591 948	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	471 000 000	471 000 000	98 000 000	569 000 000	98 000 000	20,81%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	16 929 000 000	24 539 000 000	-	24 539 000 000	7 610 000 000	44,95%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>18 621 591 948</b>	<b>26 231 591 948</b>	<b>98 000 000</b>	<b>26 329 591 948</b>	<b>7 708 000 000</b>	<b>41,39%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	25 136 494 080	16 960 494 080	-	16 960 494 080	- 8 176 000 000	-32,53%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	25 822 631 500	14 433 065 197	-	14 433 065 197	- 11 389 566 303	-44,11%
<b>Total Investissement</b>	<b>50 959 125 580</b>	<b>31 393 559 277</b>	<b>-</b>	<b>31 393 559 277</b>	<b>- 19 565 566 303</b>	<b>-38,39%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 46</b>	<b>69 580 717 528</b>	<b>57 625 151 225</b>	<b>98 000 000</b>	<b>57 723 151 225</b>	<b>- 11 857 566 303</b>	<b>-17,04%</b>
<b>47 - Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie</b>						
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	7 897 228 038	6 578 228 038	-	6 578 228 038	- 1 319 000 000	-16,70%
Titre 2-Dépenses de personnel	284 517 040	284 517 040	-	284 517 040	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	146 330 998	146 330 998	-	146 330 998	-	0,00%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	1 703 380 000	1 703 380 000	-	1 703 380 000	-	0,00%

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2019						
POUVOIRS PUBLICS OU MINISTERES	CREDITS OUVERTS EN (17-2019)	REEVALUATION DES CREDITS	CREDITS NOUVEAUX	TOTAL	ECARTS	
					en valeur absolue	%
<b>TOTAL GENERAL SECTION 53</b>	<b>24 561 999 103</b>	<b>22 709 177 165</b>	<b>2 017 000 000</b>	<b>24 726 177 165</b>	<b>164 178 062</b>	<b>0,67%</b>
<b>54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>						
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	198 856 033 250	172 313 415 552	2 104 000 000	174 417 415 552	- 24 438 617 698	-12,29%
Titre 2-Dépenses de personnel	44 527 602 481	44 527 602 481	-	44 527 602 481	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	14 344 513 916	14 344 513 916	2 104 000 000	16 448 513 916	2 104 000 000	14,67%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	53 446 649 000	35 571 649 000	-	35 571 649 000	- 17 875 000 000	-33,44%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>112 318 765 397</b>	<b>94 443 765 397</b>	<b>2 104 000 000</b>	<b>96 547 765 397</b>	<b>- 15 771 000 000</b>	<b>-14,04%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	80 418 425 861	71 800 808 163	-	71 800 808 163	- 8 617 617 698	-10,72%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	6 118 841 992	6 068 841 992	-	6 068 841 992	- 50 000 000	-0,82%
<b>Total Investissement</b>	<b>86 537 287 853</b>	<b>77 869 650 155</b>	<b>-</b>	<b>77 869 650 155</b>	<b>- 8 667 617 698</b>	<b>-10,02%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 54</b>	<b>198 856 033 250</b>	<b>172 313 415 552</b>	<b>2 104 000 000</b>	<b>174 417 415 552</b>	<b>- 24 438 617 698</b>	<b>-12,29%</b>
<b>55 - Ministère de la Jeunesse</b>						
Ministère de la Jeunesse	10 469 975 116	16 855 182 972	504 000 000	17 359 182 972	6 889 207 856	65,80%
Titre 2-Dépenses de personnel	1 014 608 600	1 014 608 600	-	1 014 608 600	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	622 341 760	622 341 760	4 000 000	626 341 760	4 000 000	0,64%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	1 079 672 000	1 079 672 000	200 000 000	1 279 672 000	200 000 000	18,52%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>2 716 622 360</b>	<b>2 716 622 360</b>	<b>204 000 000</b>	<b>2 920 622 360</b>	<b>204 000 000</b>	<b>7,51%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	6 753 352 756	9 528 013 319	-	9 528 013 319	2 774 660 563	41,09%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	1 000 000 000	4 610 547 293	300 000 000	4 910 547 293	3 910 547 293	391,05 %
<b>Total Investissement</b>	<b>7 753 352 756</b>	<b>14 138 560 612</b>	<b>300 000 000</b>	<b>14 438 560 612</b>	<b>6 685 207 856</b>	<b>86,22%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 55</b>	<b>10 469 975 116</b>	<b>16 855 182 972</b>	<b>504 000 000</b>	<b>17 359 182 972</b>	<b>6 889 207 856</b>	<b>65,80%</b>
<b>56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable</b>						
Ministère de l'Environnement et du développement durable	25 767 789 100	24 737 789 100	245 500 000	24 983 289 100	- 784 500 000	-3,04%
Titre 2-Dépenses de personnel	7 226 315 000	7 226 315 000	-	7 226 315 000	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	4 030 083 956	3 960 083 956	45 500 000	4 005 583 956	- 24 500 000	-0,61%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	1 131 389 040	1 131 389 040	50 000 000	1 181 389 040	50 000 000	4,42%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>12 387 787 996</b>	<b>12 317 787 996</b>	<b>95 500 000</b>	<b>12 413 287 996</b>	<b>25 500 000</b>	<b>0,21%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	12 788 151 104	11 828 151 104	-	11 828 151 104	- 960 000 000	-7,51%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	591 850 000	591 850 000	150 000 000	741 850 000	150 000 000	25,34%
<b>Total Investissement</b>	<b>13 380 001 104</b>	<b>12 420 001 104</b>	<b>150 000 000</b>	<b>12 570 001 104</b>	<b>- 810 000 000</b>	<b>-6,05%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 56</b>	<b>25 767 789 100</b>	<b>24 737 789 100</b>	<b>245 500 000</b>	<b>24 983 289 100</b>	<b>- 784 500 000</b>	<b>-3,04%</b>
<b>58 - Ministère de la Femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants</b>						
Ministère de la Femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants	12 687 200 143	13 830 079 711	-	13 830 079 711	1 142 879 568	9,01%
Titre 2-Dépenses de personnel	910 851 548	614 896 904	-	614 896 904	- 295 954 644	-32,49%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	969 356 095	907 033 895	-	907 033 895	- 62 322 200	-6,43%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	477 498 400	1 793 219 760	-	1 793 219 760	1 315 721 360	275,54 %
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>2 357 706 043</b>	<b>3 315 150 559</b>	<b>-</b>	<b>3 315 150 559</b>	<b>957 444 516</b>	<b>40,61%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	9 744 994 100	9 397 016 652	-	9 397 016 652	- 347 977 448	-3,57%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	584 500 000	1 117 912 500	-	1 117 912 500	533 412 500	91,26%
<b>Total Investissement</b>	<b>10 329 494 100</b>	<b>10 514 929 152</b>	<b>-</b>	<b>10 514 929 152</b>	<b>185 435 052</b>	<b>1,80%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 58</b>	<b>12 687 200 143</b>	<b>13 830 079 711</b>	<b>-</b>	<b>13 830 079 711</b>	<b>1 142 879 568</b>	<b>9,01%</b>
<b>59 - Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat</b>						
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	52 469 407 924	48 648 132 838	8 000 000	48 656 132 838	- 3 813 275 086	-7,27%
Titre 2-Dépenses de personnel	18 450 359 700	18 467 744 004	-	18 467 744 004	17 384 304	0,09%

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2019						
POUVOIRS PUBLICS OU MINISTERES	CREDITS OUVERTS EN 1-1-2019	REEVALUATION DES CREDITS	CREDITS NOUVEAUX	TOTAL	ECARTS	
					en valeur absolue	%
capital						
<b>Total Investissement</b>	<b>6 902 409 223</b>	<b>4 129 989 223</b>	<b>500 000 000</b>	<b>4 629 989 223</b>	<b>- 2 272 420 000</b>	<b>- 32,92%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 63</b>	<b>28 056 604 939</b>	<b>12 730 708 606</b>	<b>500 000 000</b>	<b>13 230 708 606</b>	<b>- 14 825 896 333</b>	<b>- 52,84%</b>
<b>64 - Ministère de la Microfinance, de l'économie sociale et Solidaire</b>						
Ministère de la Microfinance, de l'économie sociale et Solidaire	11 468 948 312	8 398 948 312	100 000 000	8 498 948 312	- 2 970 000 000	-25,90%
Titre 2-Dépenses de personnel	145 872 512	145 872 512	-	145 872 512	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	870 000 000	870 000 000	100 000 000	970 000 000	100 000 000	11,49%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>1 015 872 512</b>	<b>1 015 872 512</b>	<b>100 000 000</b>	<b>1 115 872 512</b>	<b>100 000 000</b>	<b>9,84%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	10 174 375 800	7 174 375 800	-	7 174 375 800	- 3 000 000 000	-29,49%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	278 700 000	208 700 000	-	208 700 000	- 70 000 000	-25,12%
<b>Total Investissement</b>	<b>10 453 075 800</b>	<b>7 383 075 800</b>	<b>-</b>	<b>7 383 075 800</b>	<b>- 3 070 000 000</b>	<b>- 29,37%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 64</b>	<b>11 468 948 312</b>	<b>8 398 948 312</b>	<b>100 000 000</b>	<b>8 498 948 312</b>	<b>- 2 970 000 000</b>	<b>- 25,90%</b>
<b>65 - Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoire</b>						
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoire	110 131 981 294	94 430 231 294	1 700 000 000	96 130 231 294	- 14 001 750 000	-12,71%
Titre 2-Dépenses de personnel	1 192 514 000	1 192 514 000	-	1 192 514 000	-	0,00%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	362 000 000	362 000 000	-	362 000 000	-	0,00%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	52 708 196 053	45 108 196 053	100 000 000	45 208 196 053	- 7 500 000 000	-14,23%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>54 262 710 053</b>	<b>46 662 710 053</b>	<b>100 000 000</b>	<b>46 762 710 053</b>	<b>- 7 500 000 000</b>	<b>- 13,82%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	21 590 444 721	14 469 444 721	-	14 469 444 721	- 7 121 000 000	-32,98%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	34 278 826 520	33 298 076 520	1 600 000 000	34 898 076 520	619 250 000	1,81%
<b>Total Investissement</b>	<b>55 869 271 241</b>	<b>47 767 521 241</b>	<b>1 600 000 000</b>	<b>49 367 521 241</b>	<b>- 6 501 750 000</b>	<b>- 11,64%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 65</b>	<b>110 131 981 294</b>	<b>94 430 231 294</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>96 130 231 294</b>	<b>- 14 001 750 000</b>	<b>- 12,71%</b>
<b>68 - Ministère de l'Eau et de l'assainissement</b>						
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	106 886 183 736	93 312 866 452	2 150 000 000	95 462 866 452	- 11 423 317 284	-10,69%
Titre 2-Dépenses de personnel	944 685 300	1 017 650 016	-	1 017 650 016	72 964 716	7,72%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	423 600 000	477 318 000	-	477 318 000	53 718 000	12,68%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	5 163 432 000	5 163 432 000	1 000 000 000	6 163 432 000	1 000 000 000	19,37%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>6 531 717 300</b>	<b>6 658 400 016</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>7 658 400 016</b>	<b>1 126 682 716</b>	<b>17,25%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat	80 786 477 436	69 786 477 436	-	69 786 477 436	- 11 000 000 000	-13,62%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	19 567 989 000	16 867 989 000	1 150 000 000	18 017 989 000	- 1 550 000 000	-7,92%
<b>Total Investissement</b>	<b>100 354 466 436</b>	<b>86 654 466 436</b>	<b>1 150 000 000</b>	<b>87 804 466 436</b>	<b>- 12 550 000 000</b>	<b>- 12,51%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 68</b>	<b>106 886 183 736</b>	<b>93 312 866 452</b>	<b>2 150 000 000</b>	<b>95 462 866 452</b>	<b>- 11 423 317 284</b>	<b>- 10,69%</b>
<b>73 - Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires</b>						
Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	19 448 713 477	1 713 411 401	-	1 713 411 401	- 17 735 302 076	-91,19%
Titre 2-Dépenses de personnel	155 504 688	155 886 688	-	155 886 688	+ 9 618 000	+5,81%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	323 000 000	224 351 870	-	224 351 870	- 98 648 130	-30,54%
Titre 4- Dépenses de transferts courants	4 670 000 000	917 499 999	-	917 499 999	- 3 752 500 001	-80,35%
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>5 158 504 688</b>	<b>1 297 738 557</b>	<b>-</b>	<b>1 297 738 557</b>	<b>- 3 860 766 131</b>	<b>- 74,84%</b>
Titre 5- Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	10 823 608 789	186 672 844	-	186 672 844	- 10 636 935 945	-98,28%
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	3 466 600 000	229 000 000	-	229 000 000	- 3 237 600 000	-93,39%
<b>Total Investissement</b>	<b>14 290 208 789</b>	<b>415 672 844</b>	<b>-</b>	<b>415 672 844</b>	<b>- 13 874 535 945</b>	<b>- 97,09%</b>
<b>TOTAL GENERAL SECTION 73</b>	<b>19 448 713 477</b>	<b>1 713 411 401</b>	<b>-</b>	<b>1 713 411 401</b>	<b>- 17 735 302 076</b>	<b>- 91,19%</b>
<b>75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation</b>						

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2019						
POUVOIRS PUBLICS OU MINISTERES	CREDITS OUVERTS EN LFI 2019	REEVALUATION DES CREDITS	CREDITS NOUVEAUX	TOTAL	ECARTS	
					Valeur absolue	%
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	-	397 285 705	250 000 000	647 285 705	647 285 705	-
Titre 4- Dépenses de transferts courants	-	19 895 000 000	1 000 000 000	20 895 000 000	20 895 000 000	-
<b>Total Fonctionnement</b>	-	<b>20 866 144 369</b>	<b>1 250 000 000</b>	<b>22 116 144 369</b>	<b>22 116 144 369</b>	-
Titre 5- Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	-	11 824 629 865	-	11 824 629 865	11 824 629 865	+
Titre 6-Dépenses de transfert en capital	-	27 075 000 000	-	27 075 000 000	27 075 000 000	-
<b>Total Investissement</b>	-	<b>38 899 629 865</b>	-	<b>38 899 629 865</b>	<b>38 899 629 865</b>	-
<b>TOTAL GENERAL SECTION 84</b>	-	<b>59 765 774 234</b>	<b>1 250 000 000</b>	<b>61 015 774 234</b>	<b>61 015 774 234</b>	-
Total general	4 071 770 000 000	3 880 606 952 000	108 623 048 000	3 988 630 000 000	83 140 000 000	-2%

## ANNEXE V : DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFR 2019		% PIB
<b>Ressources</b>	<b>2 831,84</b>		
Recettes ordinaires hors dons	<b>2 557,44</b>		
recettes fiscales		2434,00	<b>17,1%</b>
recettes non fiscales		123,44	
FSE			
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocedés)	3		
<b>Dons budgétaires</b>	<b>31,4</b>		
<b>Ressources externes</b>	<b>240,0</b>		
Tirages sur subventions		240,00	
<b>Charges</b>	<b>3265,7</b>		<b>22,90%</b>
Dette publique (intérêt + commissions)	273,2		
Intérêts et commission dette extérieure		211,7	
Intérêts et commission dette intérieure		61,5	
Dépenses de personnel	743,41		
Autres dépenses courantes	911,92		
Dépenses de fonctionnement			
Dépenses de Transfert			
Dépenses en capital sur ressources internes	693,32		
Dépenses en capital sur ressources externes	640,86		
FSE			
Prêts rétrocedés	3		
<b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL</b>	<b>-433,9</b>		<b>-3,0%</b>
<b>PIB 2019</b>			<b>14 258</b>